

Discours à la Nation prononcé par le chef de l'Etat la veille du nouvel an 2010

Sénégalaises, Sénégalais,

Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Mes chers compatriotes,

Par la grâce de Dieu, la marche du temps nous mène, une fois de plus, au seuil d'un nouvel an. Et c'est toujours avec un plaisir renouvelé que je m'adresse à vous à cette occasion.

En votre nom et au mien propre, je voudrais d'abord exprimer notre gratitude et dire nos remerciements au Tout Puissant, pour la faveur qu'Il nous accorde de vivre ensemble, en paix, dans ce monde troublé.

En cet instant, je prie pour nos malades qui sont dans les établissements hospitaliers et ceux qui sont dans leur domicile, et leur souhaite à tous, un prompt rétablissement.

Je pense aussi à ceux que le Tout-Puissant a rappelés à ses côtés, en priant pour qu'Il les reçoive en son Paradis.

L'année qui s'achève aura été difficile, sous l'effet combiné de la crise économique et financière mondiale et du prix toujours élevé des produits pétroliers et celui des denrées de première nécessité.

Malgré tout nos efforts dans la gestion macro économique nous ont permis de réduire le choc. C'est pour cette raison que nous avons passé avec succès les différentes revues de notre politique économique avec nos partenaires. Le seul fait de réussir ces examens de passage avec les Bailleurs de fonds qui veillent de près sur leurs deniers devrait suffire aux Sénégalais pour apprécier nos efforts et notre politique. Cela éviterait à certains de s'aventurer, sans précautions, à porter des jugements dans un domaine trop complexe pour ceux qui ne sont pas des spécialistes.

J'ai indiqué les orientations nécessaires, pour le respect rigoureux des engagements convenus lors des revues avec les partenaires, afin que les dérapages budgétaires de l'année dernière ne se reproduisent plus.

Il reste que dans un contexte de crise mondiale profonde, qui ébranle même les économies les plus fortes, nous continuons de subir l'impact de cette conjoncture défavorable.

Le social

Avant d'aller plus loin, je voudrais dire ma satisfaction pour l'intégration sociale des handicapés physiques puisque nos architectes appliquent notre option de tenir compte de cette catégorie de nos compatriotes, dans la construction des bâtiments et ouvrages publics, car ils ont aussi le droit de vivre comme tout le monde. Les passerelles des routes et autoroutes sont maintenant conçues pour leur faciliter l'accès et la traversée.

Malgré les contraintes budgétaires, le Gouvernement a poursuivi sa politique de soutien au pouvoir d'achat des ménages.

Nos efforts, pour diminuer les prix des denrées de première nécessité, malgré leur hausse continue sur les marchés internationaux, ont déjà porté leurs fruits et nous allons continuer :

- le riz non parfumé coûte 250 le kg au détail contre 425 francs en juillet-Août 2008 ;
- le sachet de 500g de lait en poudre coûte 1175 francs contre 1800 francs en juillet-Août 2008 ;
- le sac de farine coûte 14 000 francs contre 18 000 francs pendant la même période.

Nous sommes en train d'étudier un système de modération des prix, surtout en banlieue.

J'ai en outre demandé aux services compétents de l'Etat, dont les moyens de contrôle ont été renforcés, d'accentuer la lutte contre la hausse illicite des prix et autres pratiques spéculatives comme la rétention de produits et de renforcer l'installation des magasins de référence où les populations peuvent s'approvisionner à des prix abordables.

Sans doute, cela n'est pas suffisant, mais nous allons poursuivre les efforts.

Les marchands ambulants

Ces derniers savent combien je suis sensible à leurs difficultés. On doit les féliciter, ces jeunes qui n'ont pas voulu se lancer dans des barques frêles pour aller à l'aventure ou s'adonner à la drogue.

J'ai bien noté leur courage et leur disponibilité au travail. Sur mes instructions, le Ministre du Commerce a déjà engagé avec eux un dialogue pour trouver une solution qui préserve leurs intérêts et ceux de la ville. Je surveille étroitement les progrès des discussions. Je les remercie de leur confiance et de leur soutien.

Les talibés et les enfants des rues

Des progrès notoires ont été faits sur la question des talibés. Certains chefs religieux nous ont demandé de venir voir comment les talibés sont traités. Nous leur offrirons des Daaras modernes.

S'agissant des enfants des rues, nous devons nous fixer un délai pour éradiquer ce douloureux problème. La fondation PARER (Partenariat pour le Retrait des Enfants de la Rue) fait un excellent travail, mais j'encourage la forme traditionnelle d'adoption des enfants pour leur donner une famille mais sous surveillance de sorte qu'ils ne fassent pas l'objet de mauvais traitements.

Toutefois, la solution définitive ne peut être recherchée que dans le changement de mentalité des parents qui doivent savoir qu'on ne fait pas des enfants pour les jeter dans la rue. La loi doit être plus sévère pour obliger les pères à participer financièrement à l'éducation de leurs enfants.

Dans un avenir proche, nous ferons une revue sur la condition des femmes mariées maltraitées, pour trouver des solutions.

Dans la même veine, nous poursuivrons la protection des petites filles.

Mes Chers Compatriotes,

Inondations

Je sais qu'au moment même où je vous parle, certains parmi nous vivent encore les conséquences des inondations.

L'Etat a engagé d'importants moyens grâce au déploiement, dès le mois d'août, du Plan National d'Organisation des Secours (ORSEC) pour acheminer l'assistance aux victimes et mener les travaux de drainage et d'évacuation des eaux.

Avec la poursuite du Plan Jaxaay, le Gouvernement continue la réinstallation des victimes des inondations dans des zones propices à l'habitat, seule solution durable au problème.

A ce jour, 1900 logements ont été livrés au prix subventionné de 4 millions FCFA, payables en 20 ans. Et personne n'a encore payé une seule annuité. Les bénéficiaires sont venus l'autre jour me remercier.

Deux écoles primaires, un collège, un Centre de santé et un poste de police ont également été installés sur le site du Plan Jaxaay.

Grâce à l'appui de la Banque Mondiale, la 2eme phase du Plan permettra de réaliser un programme de 5000 logements à l'échelle nationale.

Mais ce n'est qu'un début.

Nous poursuivrons notre objectif ''Une famille, un toit'', et notre programme déjà engagé, qui consiste à fournir des parcelles aux émigrés.

La SNHLM et la SICAP entendent construire plus de 10 000 logements d'ici à 2011. A cela il faut ajouter les nombreux projets de promoteurs nationaux et étrangers. Nous y reviendrons prochainement.

Des projets privés que nous avons approuvés vont multiplier les logements pour satisfaire la demande.

Il nous faut tirer les leçons de cette pénible expérience : chacun doit éviter de consacrer des années d'efforts et de privations à construire sur des zones inondables pour se retrouver du jour au lendemain sans toit.

Je ne cesse de le répéter, évitez de construire dans les bas-fonds.

Sécurité

Le premier devoir de l'Etat est d'assurer la sécurité des citoyens. A ce sujet, si le contexte international et régional est source d'introduction dans notre pays de délinquants de tous acabits, accroissant d'autant notre propre délinquance due à des facteurs divers, il faut d'abord constater que notre jeunesse, dans son ensemble, est une jeunesse saine.

L'émigration clandestine à laquelle nous étions confrontés a décru puis a repris son envol, malgré la surveillance vigilante exercée par nos forces de sécurité et le soutien de l'Espagne. Toutefois, durant l'année 2009, aucun départ de pirogue à partir des côtes sénégalaises n'a été enregistré. Nous devons maintenir nos efforts. C'est encore une raison de plus pour féliciter nos forces de sécurité, dont le professionnalisme se traduit par les excellents résultats que nous obtenons dans la lutte contre la drogue.

Toutefois, nous allons poursuivre nos efforts de renforcement des capacités et de l'équipement de notre police. L'adoption de la loi portant réintégration des personnels de la police municipale et le recrutement d'un nombre important de policiers d'ici 2015 constituent une première réponse à la demande de sécurité de nos concitoyens.

Pour ce qui est des infrastructures, nous avons déjà réalisé (5) postes de police déjà fonctionnels, 3 dans la commune de Thiès, 1 dans celle de Bargny et 1 sur le site Jaxaay.

En 2010, nous allons poursuivre le processus d'acquisition de matériels, le programme de réhabilitation des bâtiments et la construction de nouveaux commissariats.

Déjà nos partenaires ont apprécié nos efforts qui se traduisent par une baisse drastique de la criminalité. Je dois donc féliciter notre police nationale pour son engagement, malgré l'insuffisance des moyens, et pour son professionnalisme, qui fait que la Communauté internationale préfère de beaucoup les policiers sénégalais, comme au Darfour.

Emplois non salariés

Il s'agit, par une approche novatrice, de révolutionner notre politique de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'emploi non salarié, en particulier l'emploi des jeunes, par la modernisation des petits ateliers.

Trop souvent en effet, le formidable génie créateur et la capacité de production de nos ouvriers et artisans sont limités par des outils rudimentaires et des installations vétustes.

C'est pour lever ces obstacles que nous voulons engager une démarche de rupture.

L'identification des métiers cibles est déjà en cours à Pikine, Guédiawaye et aux Parcelles Assainies.

A la fin de ce processus, les acteurs recensés pourront bénéficier de lots d'outils modernes, de manière à perfectionner leurs capacités de production et améliorer leurs conditions de travail et la qualité de leurs produits. La Maison de l'outil va démarrer.

Ce faisant, nous réduirons aussi le besoin d'importer ce que nous pouvons acquérir chez nous, à des coûts plus abordables.

La promotion de l'emploi des jeunes sera aussi renforcée au cours de l'année 2010, par l'aménagement de 23 fermes pilotes, l'installation des réseaux de boulangeries et le démarrage de 16 ateliers dans le cadre du programme des Maisons de l'Outil.

J'ai fait prendre 3 mesures :

- D'abord, nous avons décidé d'accroître la productivité du secteur informel en fournissant à tous les artisans des équipements modernes. Un inventaire selon l'activité a été déjà fait.
- Ensuite, nous avons décidé de recruter 5 000 jeunes pour aller travailler sur la Grande Muraille Verte qui est un défi de notre pays à la dégradation du climat. Nos jeunes ont déjà construit 520 km de GMV et cela, le monde entier le sait, par nos propres moyens.

Ils doivent avoir conscience qu'ils sont dans l'une des rares activités qui doit sauver l'humanité.

C'est le lieu de remercier encore la France qui a envoyé des soldats planter des arbres avec nous et confectionner des bassins de rétention d'eau de pluie. J'espère que les autres pays développés vont faire de même. L'approche militaire est à la hauteur du défi humain.

- Enfin, nous allons mener une opération « amélioration des revenus des ménages » en assurant aux familles les plus démunies un minimum de revenu contre des prestations d'utilité sociale (exemple entretien des places publiques ou le nettoyage des abords des écoles maternelles).

Enseignement-Education

Je n'insisterai pas sur l'enseignement primaire et secondaire qui est en train de se généraliser. Je noterai seulement qu'entre 2000 et 2009 le réseau s'est considérablement élargi :

- les structures d'accueil du préscolaire sont passées de 356 à 1725,
- les écoles, de 4751 à 7939,
- le nombre de salles de classes de 18 554 à 41 348,
- les collèges de 455 à 1096,
- les lycées de 111 à 284.

Voyons dans le corps enseignant :

- les encadreurs sont passés de 530 à 1247,
- les maîtres du primaire de 10876 à 40925,
- les professeurs dans le moyen et secondaire de 5450 à 15289.

Le nombre des bacheliers a plus que doublé au cours de l'alternance, passant de 2001 à 2008, de 9159 à 20476.

Le nombre d'étudiants est passé de moins de 50 000 avant l'alternance à 95 000 aujourd'hui. Cela nous place bien au dessus de la moyenne africaine avec 900 étudiants pour 100 000 habitants là où le reste de l'Afrique ne fait que 100 étudiants pour 100 000 habitants.

La carte universitaire va s'agrandir avec l'Université des métiers de Saint-Louis, l'Université de Kaolack, le Collège Universitaire de Technologie de Diamniadio et les CUR de Matam et Louga.

Sports

Les Sénégalais doivent se convaincre que notre pays doit avoir une vocation sportive et ils doivent soutenir le sport et les sportifs par tous les moyens.

Nos Lions n'ont pas démerité, mais je tiens à féliciter, encore une fois, nos Lionnes championnes d'Afrique de basket-ball.

En ce qui concerne les installations sportives, nous poursuivons, avec le soutien de la République Populaire de Chine, le programme de réhabilitation des stades régionaux, après la réception de ceux de Pikine et Diourbel.

Nous espérons pouvoir terminer le cycle des stades et aborder le grand stade omnisport de Dakar, ainsi que l'hippodrome national et l'arène nationale.

Au-delà de l'engouement pour le sport, je souhaite que la jeunesse reste à l'avant-garde de la lutte contre le VIH-SIDA.

Santé Nous en arrivons à la question de la santé.

Notre politique de prévention et de gratuité des soins, soutenue par l'engagement des leaders d'opinion, nous vaut un taux de prévalence du SIDA de 0,7%, un niveau quasiment comparable à ceux des pays développés.

Mais rien n'est définitivement acquis.

La pandémie du sida exige des efforts permanents d'éducation, d'information, de sensibilisation et d'encouragement au dépistage volontaire.

La mortalité maternelle et infantile reste un autre défi à relever sur le chemin de l'atteinte des objectifs du millénaire.

En ce sens, l'initiative « Badiènou GoX », pour le suivi pré et post natal des femmes enceintes, répond à ce souci.

Après la phase pilote déjà en cours, elle sera progressivement étendue à toutes les régions, pour un impact plus significatif dans l'amélioration de la prise en charge médicale de la mère et de l'enfant, y compris par un programme de vaccination.

Je demande à toutes les femmes de se lancer dans cette initiative.

En ce qui concerne les Etablissements publics de santé, le Gouvernement a pris la décision d'éponger leurs dettes après un audit approfondi. A l'avenir, des sanctions seront appliquées aux Directeurs qui endetteront encore les établissements et, par voie de conséquence, l'Etat.

Je tiens à ce que cet effort d'assainissement soit accompagné d'un contrôle plus rigoureux de la gestion hospitalière et de l'exécution des plans de redressement, en cours d'élaboration.

Electricité

La fourniture régulière d'électricité est un autre défi que le Gouvernement s'emploie à relever de manière durable.

Je mesure les frustrations et les désagréments causés par les délestages.

C'est un problème que je suis personnellement au quotidien et dont le règlement définitif constitue une priorité de premier ordre pour le Gouvernement.

Comprenez que le Sénégal ne produisant pas de pétrole, nous sommes tributaires du marché mondial.

Déjà, des mesures ont été prises dans le sens :

- du renforcement de nos capacités de production d'électricité, de raffinage et de stockage des hydrocarbures,
- de l'amélioration de l'efficacité dans le transport de l'électricité, ainsi que vous l'avez constaté,
- de la promotion des énergies alternatives, en particulier le solaire, qui fait l'objet de plusieurs offres de projets.

Vous m'avez entendu sur la question du solaire au Sommet de Copenhague. Ma conviction est que l'Afrique doit participer à la course au solaire, que nous possédons en abondance.

Je vais réunir prochainement tous les ingénieurs spécialistes africains pour ce projet qui, à long terme, rendra l'énergie abondante et gratuite.

Nous allons vous fournir très rapidement 1,5 million de lampes de basse consommation électricité, dont le premier lot, constitué de 550 000 lampes, sera livré incessamment.

A terme, nous fabriquerons ici même, au Sénégal, ces ampoules.

Mes chers compatriotes,

Agriculture

En cette fin d'année, de bonnes nouvelles nous viennent du secteur agricole.

L'hivernage pluvieux dont Dieu nous a gratifiés et les moyens conséquents que le Gouvernement a consacrés au soutien du monde rural nous valent d'excellents résultats, pour la deuxième année consécutive de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA).

Pour cette campagne hivernale, nous avons distribué aux paysans :

- 56 250 tonnes de semences d'arachide,
- 6 866 tonnes de semences d'espèces diverses dont les céréales,
- 50 333 tonnes d'engrais,
- 2 165 tonnes de phosphates naturels de Matam,

Voici les performances avec :

- Arachide : 1 172 560 tonnes contre 731 334 en 2008, soit une progression de 60% environ ;
- Maïs : 544 742 tonnes contre 397 326 tonnes en 2008, soit une progression de 37% ;
- Sorgho : 300 350 tonnes contre 251 515 en 2008, soit une progression de 19,5% ;

- Mil : 759 230 tonnes contre 678 171 en 2008, soit une progression de 12% ;
- Riz : 508 481 tonnes (campagne hivernale) contre 408 219.

Toutes ces réalisations ont été faites avec le soutien des bailleurs de fonds et partenaires au développement BAD, BOAD, FIDA, Banque Mondiale, JICA, KOICA, MCE.

S'agissant en particulier de la campagne arachidière, le Gouvernement a consenti cette année une subvention de 45 F CFA par kilogramme pour soutenir les producteurs.

Au total, pour l'ensemble des cultures, nos excellents résultats montrent clairement que l'objectif de la GOANA, à savoir, « ...relever le défi de la souveraineté alimentaire, écarter tout risque de disette ou de famine et produire pour l'abondance... », est largement à notre portée et que nous sommes sur la bonne voie pour l'atteindre.

Il nous faut donc maintenir le rythme et garder intacte l'échéance de 2012, pour réaliser l'autosuffisance en riz et nous libérer définitivement du fardeau de l'importation de cette denrée, qui nous coûte chaque année des dépenses de plusieurs milliards.

Dans la poursuite de l'autosuffisance alimentaire, nous mettrons l'accent sur trois volets, à savoir :

- le renforcement de la mécanisation de l'agriculture, avec l'acquisition de nouveaux tracteurs et motopompes ;
- des mesures fermes d'accompagnement, pour faciliter la commercialisation du riz local ;
- la mise en place de la Banque Verte, banque des paysans, éleveurs et pêcheurs ;
- l'accès au crédit ne sera plus un problème et la capacité productive du monde rural sera renforcée.

L'intention du Gouvernement est très claire : avec ces deux instruments au service du monde rural, nous voulons que les producteurs, qui vivent à la sueur de leur front, jouissent pleinement des fruits de leur labeur et que les intermédiaires, qui profitent indûment des failles du système, soient définitivement écartés du circuit.

Biocarburants : La production de biocarburants a bien démarré avec la mise en valeur de 10 000 ha déjà plantés.

En faisant planter par chaque communauté rurale 1 000 ha, nous aurons 3 210 000 tonnes de Jatropha curcas (tabanani) soit à 1 134 000 000 de litres de biodiésel correspondant à notre indépendance énergétique.

Révolution rurale

Comment ne pas évoquer la révolution rurale que nous avons abordée avec le Syndicat des Agriculteurs, Pasteurs et éleveurs, le DIAPANDO, avec la Banque verte en cours de création.

Elevage

A côté de l'agriculture, l'élevage reste l'autre mamelle nourricière, qui nous permettra de réaliser l'objectif d'autosuffisance alimentaire.

La modernisation de ce secteur progresse avec :

- la subvention du matériel de collecte et de traitement du lait,
- la mise en place du Fonds d'appui à la stabulation et,
- la poursuite du programme d'insémination artificielle des vaches dont les effectifs sont passés de 3 000 à 30 000, pour un taux de gestation de 50%.

Au même moment, nous avons lancé notre programme de vaccination du bétail.

Mais ces acquis, bien que significatifs, restent encore en deçà de nos ambitions pour le secteur de l'élevage, compte tenu de son énorme potentiel.

C'est pourquoi nous lui consacrerons des efforts supplémentaires par l'intensification de l'insémination artificielle, le renforcement des réseaux de collecte et de traitement du lait et la multiplication des abattoirs modernes et des unités de séchage pour la conservation de la viande.

Nos projets de développement de l'élevage au Sénégal Oriental pour les régions de Tambacounda et Sédhiou ainsi qu'à Kolda et Vélingara font de l'élevage un secteur d'avenir.

Mon rêve reste l'insémination de 1,5 million de vaches, la centralisation du commerce du bétail dans le département de Vélingara qui aura un abattoir moderne et un aéroport d'exportation.

Infrastructures

Au soutien de l'agriculture et de l'élevage, et pour renforcer la mobilité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national, nous poursuivrons sans relâche le programme des infrastructures avec, pour ne citer que quelques exemples :

- l'achèvement de la route Linguère Matam dont le financement de 55 milliards est déjà bouclé,
- la construction de la route nationale 6 Ziguinchor-Kolda-Vélingara (317 km) et la Nationale 2 (Richard Toll-Ndioum, les ponts de Kolda, Tanaff et Ndioum (financement MCA pour un montant de 160 milliards),
 - les Corridors : Ils permettent d'assurer une meilleure intégration régionale. La somme de 200 milliards CFA a été réunie grâce à un financement UE, BAD, BOAD, Japon, Fonds Koweïtien, Fonds Saoudien et BID : corridors Bamako-Dakar, Conakry-Dakar, St Louis-Rosso-Richard Toll.
- Ponts : On peut dire que l'année 2010 sera l'année des ponts : Ngouye et Gouloumbou, la construction des ponts de Rosso, Sédhiou, Kolda, de la Falémé, Madina Ndiatbé, Diaroumé, la construction du pont de la Geôle à Saint-Louis.

- la poursuite de la réhabilitation du pont Faidherbe et le lancement des travaux du pont Emile Badiane de Ziguinchor.

Je n'oublie pas les passerelles de Joal-Fadiouth ;

- la réalisation de pistes de production dans les régions de Tambacounda, Ziguinchor,
- le lancement de la deuxième phase de la réhabilitation de la boucle du Blouf ;

Je compte bien supprimer tous les bacs et les remplacer par des ponts. C'est l'opération "Zéro bac".

Transports

Cette année, les conditions de transport des pèlerins ont été une véritable réussite. L'année 2010 sera l'année de la nouvelle compagnie Sénégal Airlines, ainsi que Air Téranga et la construction des aéroports régionaux.

L'aéroport Blaise Diagne sera en voie de finition avec son autoroute qui le liera à Diamniadio.

S'agissant de l'autoroute Dakar-Diamniadio, je rappelle qu'elle va induire la construction de routes primaires et secondaires, celle d'un réseau de drainage à l'intérieur avec des stations de pompes et de caniveaux. Les communes traversées vont bénéficier de travaux d'urbanisme :

- nouveaux marchés,
- centres culturels polyvalents,
- Ecoles primaires,
- Cem-Cours moyens,
- Plates-formes multisports.

Les communes visées sont :

- Guinaw Rail sud
- Guinaw Rail nord
- Thiaroye Gare,
- Tivaouane Diacksaw
- Diamagueune-Sicap-Mbao

Les 200 000 personnes déplacées vont être recasées avec des titres de propriétés sous des espaces bénéficiant de toutes les normes d'urbanisation.

En outre, les chantiers du deuxième tronçon de l'autoroute et d'autres projets d'infrastructures, notamment rurales, seront bientôt lancés grâce au soutien des Etats-Unis d'Amérique, au titre du Millenium Challenge Account signé en septembre dernier.

C'est dire que notre ambition en matière d'infrastructures ne s'arrête pas aux portes de Dakar. Elle va bien plus loin et englobe tout le pays.

Notre ambition, c'est de créer les conditions d'une circulation sans entrave des personnes et des biens grâce à un réseau d'infrastructures de qualité sur l'ensemble du territoire national.

C'est là que repose le fondement de tout processus de développement ; fondement qu'il nous revient de bâtir pour nous-mêmes et comme legs aux générations futures.

Industrie

Industries de transformation

Tout le monde a été frappé par le développement spectaculaire des industries de transformation de produits agricoles et la valorisation de tous nos produits agricoles par l'installation progressive d'unités de transformation et de conservation des fruits et légumes.

Avec les bons résultats agricoles, les industries alimentaires, dans lesquelles les femmes surtout sont engagées, ont pris leur envol. J'en suis très satisfait.

La région de Ziguinchor, avec ses importantes potentialités agricoles, va être érigée en pôle industriel agro-alimentaire. J'ai demandé aux ministres chargés de l'aménagement du territoire et de la transformation des produits agricoles de s'atteler à la confection des projets qui vont procurer des emplois non seulement aux jeunes mais aussi aux anciens rebelles venus à la paix.

Avec l'usine textile de Kahone inaugurée récemment, Kaolack va devenir le pôle textile le plus compétitif de l'Afrique de l'Ouest. J'ai demandé que la culture du coton se poursuive dans le département de Podor.

L'exploitation du zircon, du titane et de l'ilménite sur la côte Ouest a prévu un investissement de 90 milliards CFA. Le projet qui va démarrer cette année générera 400 emplois directs et 1 200 emplois indirects.

Industries minières

Parallèlement, notre pays densifie son tissu industriel et confirme sa vocation minière.

En plus des usines de montage de véhicules déjà opérationnelles, l'année 2010 verra la production de gros porteurs à Toglou, dans la région de Thiès.

Pour le secteur minier, après l'or cette année, de nouvelles perspectives s'ouvrent avec l'exploitation industrielle des phosphates de Matam, de même que celle du titane, du zircon.

Pour la première fois au Sénégal, sur mes instructions, Maître Ousmane Ngom, Ministre en charge de l'Industrie et des Mines, a repris avec succès un de mes vieux projets et nous allons installer une usine de fabrique de verre grâce à nos sables extra-siliceux qui existent en abondance.

Bientôt les vitres pour l'industrie du bâtiment, les bouteilles et des centaines d'autres objets en verre porteront la mention "made in Sénégal" ;

J'ai signé en novembre dernier le décret portant création d'un Fonds de péréquation et d'appui aux collectivités locales qui sera alimenté par des revenus tirés de l'exploitation minière.

Ce Fonds, destiné au financement des collectivités locales, permettra à toutes les populations sénégalaises, même dans les zones hors potentiel minier, de bénéficier des retombées du secteur.

C'est une exigence de solidarité nationale et de développement harmonieux de notre pays.

Cette même exigence est à la base du Projet d'équipement des ateliers pour l'emploi, l'auto emploi des jeunes et le développement des entreprises artisanales.

S'agissant des autres mines, les phosphates de Matam vont être mises en exploitation. La société exploitante est déjà constituée.

S'agissant de l'or, notre pays est rentré dans le cercle restreint des pays producteurs.

Mes chers compatriotes,

Education et formation

Vous le savez, l'éducation et la formation restent au centre de mes priorités. Ce choix n'est pas seulement celui du cœur, mais aussi et surtout, celui de la raison.

Comme je l'ai souvent indiqué, la priorité que j'accorde à l'éducation procède à la fois d'une logique économique et d'une stratégie à long terme.

Je me réjouis de voir, par moments, des jeunes venir me dire qu'ayant bénéficié d'une bourse, ils ont maintenant achevé leurs études et cherchent du travail.

Nous vivons déjà dans un monde de compétition ardue.

Celui que nos enfants, devenus adultes, devront affronter demain, sera autrement plus complexe et plus difficile.

C'est que le savoir et le savoir-faire déterminent plus que jamais la marche des peuples vers plus de prospérité.

Alors, c'est dès maintenant que nous devons préparer nos enfants à apprivoiser les réalités du 21^e siècle.

Autrement, dans un monde en mutation continue, les générations, après nous, seront marginalisées ; et l'exploitation de nos richesses et la gestion de nos propres affaires se feront par des intelligences venues d'ailleurs, et à nos dépens.

C'est en ces termes qui dépassent les contingences politiques, que se posent les enjeux liés à l'éducation et à la formation.

Quelles qu'en soient les limites, tous nos efforts en faveur de l'éducation et de la formation, la multiplication des infrastructures scolaires et universitaires, le recrutement massif d'enseignants, la

généralisation des bourses et aides, la revalorisation de la fonction enseignante et la distribution à grande échelle de matériels informatiques, reposent sur cette vision à long terme.

Il en est de même des mesures allant dans le sens de la titularisation des sortants de la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF), la formation diplômante des maîtres et professeurs ainsi que la mise en place du programme de logements pour les enseignants à Dakar ; programme qui sera étendu aux régions.

Pour moi, l'éducation et la formation n'ont pas de prix et rien ne peut être de trop pour vaincre l'ignorance par la quête du savoir et du savoir-faire, car il y va de l'avenir même de la Nation.

C'est pourquoi, tant que nos moyens le permettront, le Gouvernement fera plus et mieux pour ce secteur.

Je saisis l'occasion pour rendre un hommage sincère aux enseignants et à toute la communauté scolaire et universitaire, car c'est en grande partie dans les salles de classes que se forge l'esprit du Sénégal de demain.

Il nous faut tous ensemble, Gouvernement, Collectivités locales, Communautés de base, parents et enseignants, bâtir un partenariat solide pour que l'Ecole et l'université gardent leur vocation de lieux d'éducation et de formation de qualité, dans le respect des normes pédagogiques et du quantum horaire.

Quant à vous, chers élèves et étudiants, je vous exhorte à toujours garder à l'esprit les moyens déployés par l'Etat et les sacrifices consentis par vos parents pour que vous réussissiez dans vos études.

Sur le chemin de l'Ecole et de l'Université, ne cédez pas aux mirages illusoires des effets de mode qui vous détournent de l'essentiel.

Laissez plutôt la lumière du savoir guider vos pas.

C'est ainsi que vous réaliserez votre accomplissement social.

C'est ainsi que vous serez utiles à vous-mêmes, à vos familles et à la Nation.

C'est ainsi que vous mériterez la fierté de vos parents.

Et c'est ainsi, enfin, que vous conforterez notre espoir de laisser entre des mains sûres l'avenir de la Nation.

Aujourd'hui, comme fruits de nos investissements dans l'éducation et la formation, plus de 2000 universitaires sénégalais sont recensés à travers le monde, y compris dans des disciplines aussi pointues que la physique nucléaire et la biologie moléculaire.

Voilà le bon exemple qui doit inspirer chaque élève et chaque étudiant soucieux de son avenir et de celui de la Nation.

Et j'appelle tous nos scientifiques, d'ici et de la diaspora, à mettre leur expertise au service de la Nation en adhérant à l'Association Sciences Sans Frontières, pilotée par l'Université Cheikh Anta Diop.

Je suis heureux d'annoncer également que le Sénégal a été choisi pour abriter l'Institut Africain de Mathématiques.

Cet établissement d'excellence, dont la construction et l'équipement, seront achevés en septembre prochain, accueillera des étudiants africains de toutes nationalités, pour des enseignements exclusivement dispensés par des sommités mondiales.

Mes chers Compatriotes,

Au moment où nous passons d'une année à une autre, chacun dans son for intérieur prend des résolutions au soutien de ses ambitions.

Pour ma part, je souhaite vous entretenir d'une question pressante qui me tient particulièrement à cœur : c'est celle de notre rapport au travail, à l'organisation et à la discipline pour accélérer notre processus de développement.

Dans ce siècle de compétition sans merci, la créativité, la vitesse, le sens de l'organisation et de la discipline déterminent, plus que par le passé, le destin des peuples.

Nous ne pouvons pas nous affranchir de ces paradigmes.

Si je pose ainsi le débat, c'est pour que nous réfléchissions ensemble sur les efforts que nous devons consentir pour aller de l'avant.

La question est de savoir comment concilier notre régime de libertés, qui reconnaît à chacun la pleine jouissance des droits qui s'attachent à sa condition humaine, et l'impératif de citoyenneté, qui exige de chacun une manière d'être et de faire compatible avec l'impératif de développement économique et social.

Le temps nous est compté.

Ce que je souhaite, mes chers compatriotes, c'est l'émergence d'un nouvel état d'esprit individuel et collectif, fondé sur la revitalisation des valeurs citoyennes, l'éthique du travail et de la discipline et un sens plus aigu de l'organisation, pour accélérer notre marche vers le mieux-être.

Cette démarche de rupture interpelle au premier chef les pouvoirs publics.

Je voudrais dire avec force combien je tiens au respect scrupuleux de l'assiduité au travail et à un service de qualité dans l'Administration.

Je sais bien qu'il existe des agents rompus à la tâche et qui s'acquittent avec bonheur de leur mission.

Mais je n'ignore pas non plus que trop souvent, les usagers du service public sont désabusés par des agents laxistes, dont l'absentéisme et les retards aussi fréquents qu'injustifiés, portent un grave préjudice à la bonne marche du service.

Ces comportements fautifs doivent être définitivement bannis.

Chacun doit garder à l'esprit que la vocation première de l'Administration est d'être un espace convivial au service des usagers, qui, ne l'oublions pas, sont aussi des contribuables.

Je trouve inacceptable que l'utilisateur se livre à un véritable parcours du combattant pour solliciter une prestation ou constituer un dossier, parce que quelque part, une défaillance individuelle ou collective entrave le bon fonctionnement du service public.

De la base au sommet, l'Administration est une chaîne de responsabilités dont chaque agent constitue un maillon indispensable.

Dans l'observation stricte des lois et règlements en vigueur, je tiens à ce que chacun soit pleinement comptable de la part de responsabilité qui lui revient.

C'est pourquoi j'engage fermement les autorités administratives à tous les niveaux à veiller au respect scrupuleux des horaires de travail.

Là où des manquements sont constatés, l'autorité doit appliquer sans faiblesse les sanctions prévues par les lois et règlements et prendre les mesures de redressement requises.

Mais à l'évidence, la marche vers le progrès ne peut être l'affaire exclusive des pouvoirs publics.

Elle engage toutes les forces vives de la Nation si nous voulons intégrer au plus vite le cercle des Nations prospères.

Cela est possible mais c'est au prix d'un effort permanent sur nous-mêmes, l'ardeur au travail, le sens de l'organisation et de l'auto discipline que nous y arriverons.

Ce prix, chacun de nous peut et doit le payer, en travaillant plus et mieux, et en conciliant l'exercice de ses droits et libertés, avec la responsabilité qui nous incombe, individuellement et collectivement, de contribuer à bâtir un Sénégal prospère et toujours fidèle à ses valeurs de démocratie majeure et apaisée.

A ce propos, justement, la réforme du Code électoral a été marquée ces derniers temps par le débat sur la suppression éventuelle du deuxième tour du scrutin présidentiel.

J'ai pris acte des opinions qui se sont exprimées pour ou contre cette suppression mais, personnellement, je suis pour le maintien des deux tours, même si ce système est de plus en plus abandonné dans les démocraties modernes puisqu'il est source de dépenses inutiles et de tractations qui faussent l'expression de la volonté populaire et la remplace par des tractations politiques.

S'agissant du Code Electoral, pour ma part, je suis prêt à faire droit aux deux revendications de l'opposition, à savoir d'abord la désignation d'un modérateur, ensuite la traduction en termes de lois des consensus qui seront constatés.

Sur la première question, j'attends que l'opposition nous dise comment désigner ce modérateur et quelle sera sa fonction.

En ce qui concerne l'autre revendication, précisons simplement, qu'en raison de la règle de la séparation des pouvoirs, le Gouvernement ne fait pas les lois. Tout ce qu'il peut faire, c'est déposer un projet de loi,

s'il y a consensus, et demander à sa majorité de la voter. Le reste appartient aux députés qui en décident souverainement.

Ma compréhension était que le Code Electoral qui a été à la base des élections depuis bientôt vingt ans, est un bon Code mais que les uns et les autres ont simplement voulu l'améliorer. Mais le Code Electoral ne devrait pas être une pomme de discorde. Si un consensus global existe, nous appliquerons les accords. Dans le cas contraire, nous n'aurons qu'à conserver le Code actuel, sans aucune modification, quitte à y revenir et à nous donner du temps après les élections. Pour l'instant, je demande au Ministre de l'Intérieur de reprendre les discussions sur la base de la satisfaction des deux demandes de l'opposition.

En tout état de cause, ma vision pour la promotion de la démocratie et la protection des droits de l'homme reste inchangée.

Du reste, à l'occasion de la célébration du 61ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme le 10 décembre dernier, les Représentants du système des Nations Unies à Dakar ont « rappelé les avancées considérables constatées au Sénégal en ce qui concerne la protection et la promotion des droits de l'homme depuis 2000 ».

Chers Compatriotes,

Certains Chrétiens ont pu se sentir blessés par la diffusion par des journaux et des radios connus pour leur hostilité à mon égard d'une phrase extraite de mon discours, hors de son contexte, déformant donc le sens de mon propos. L'incident aurait pu rester dans des limites et s'en arrêter là s'il n'y avait pas eu un ou deux individus qui ont voulu provoquer l'incendie, jouer les pompiers et monnayer leur intervention.

Je voudrais dire à mes compatriotes chrétiens que je n'ai jamais eu l'intention de m'attaquer à leur religion que je respecte, au contraire. Si la compréhension de mes propos a pu offenser certains membres de la communauté chrétienne, je suis le premier à le regretter.

Je crois avoir donné suffisamment de gages de ma bonne foi et de ma volonté de protéger et d'aider les Chrétiens dans le cadre de mes prérogatives et responsabilités suprêmes de façon qu'ils se sentent à l'aise dans notre pays, leur pays, pour exercer librement leur religion. A commencer par la Constitution du 22 janvier 2001 dans laquelle j'ai fait inscrire en bonne et due place les droits des minorités religieuses. L'on oublie souvent que depuis des années je plaide, comme un avocat isolé dans le désert, en faveur du dialogue islamo-chrétien malgré l'opposition de certains musulmans qui n'en veulent pas.

En ce qui me concerne, rien ne me fera dévier de mon option de faire du Sénégal une société où musulmans et chrétiens continueront, comme par le passé, à être des frères et des sœurs qui se tolèrent dans une même famille. Nous avons réussi à construire tout le long de notre histoire cette prouesse qui étonne. Protégeons donc cet acquis magnifique et ne prêtons pas l'oreille à ceux qui font flèche de tout bois.

Je demande à tous, musulmans et chrétiens, de s'en arrêter là et de clore l'incident pour continuer notre belle aventure d'entente exceptionnelle entre une minorité chrétienne et une majorité musulmane, entente pour laquelle le Sénégal est souvent félicité.

Mes chers Compatriotes,

Vous pensez bien que je ne terminerai pas sans dire un mot sur la Statue de la Renaissance Africaine. Ce mot, c'est juste pour vous dire que, dans quelques jours, je ferai une déclaration complète sur le Monument et chacun sera édifié.

Mes chers compatriotes,

L'année 2010 sera celle du cinquantenaire de notre indépendance, en même temps que les pays francophones d'Afrique. En concertation avec la France, nous avons décidé, tous ensemble, de marquer cet anniversaire par des manifestations spéciales auxquelles nous associerons la France. Tous les Chefs d'Etat rehausseront de leur présence chaque fête d'indépendance. Il se trouve que le Sénégal, le 4 avril, sera le premier sur la liste. Attendons-nous donc à recevoir les autres Chefs d'Etat à notre fête d'indépendance.

Nous avons décidé, la veille, d'organiser l'inauguration du Monument de la Renaissance Africaine qui, encore une fois, appartient à toute l'Afrique.

Au Sénégal, nous allons continuer à améliorer l'environnement des affaires, à soutenir le secteur privé, à développer les projets PPP (Partenariat Public Privé). Nos efforts dans les réformes nous ont valu en 2008 d'être classé par le Doing Business 1er en Afrique et 5ème réformateur dans le monde. Nous avons fait un bond pour occuper ces places. La vie étant faite de hauts et de bas, et les autres ne dormant pas non plus, nous avons reculé l'année suivante, mais nous venons de lancer le défi d'être parmi les dix premiers des prochains classements.

Je ne puis terminer sans remercier nos partenaires traditionnels au développement, la France et l'Union Européenne, l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, la Banque Mondiale, la BID, l'Inde, la Chine et, surtout, les USA qui nous ont octroyé 550 millions de dollars pour des travaux d'infrastructures, agricoles et un volet social. La loi approuvant le projet a été votée et promulguée. Nos partenaires ne nous demandent que du sérieux, de la célérité et de la qualité dans la mise en œuvre, toutes choses qui sont à notre portée.

Mes chers compatriotes,

Au seuil du nouvel an, il me reste plus qu'à vous présenter mes meilleurs vœux, vœux de bonne santé, de réussite et de prospérité pour tous, de paix et de stabilité continue pour notre cher Sénégal.

Priions ensemble pour que Dieu dans Sa générosité infinie nous apporte Son soutien et nous place sous Sa divine protection.

Dewenety et bonsoir